

Procès-verbal de séance du conseil municipal
Mercredi 28 mars 2012

Convocation du 20 mars 2012

Membres en exercice : 15

L'AN DEUX MILLE DOUZE LE 28 MARS à 11 heures, le Conseil Municipal de SIGOYER, étant assemblé en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, après convocation légale, sous la présidence de M. Maurice RICARD, Maire.

Etaient présents tous les membres en exercice, Mesdames et Messieurs :

Ricard Maurice, Allain-Launay Matthieu, Clément Jean-Luc, Duc Serge, Gerbaud Eric, Fernandez Vincent, Gabanou-Paul Agnès, Garcin André, Meunier Michel, Michalinoff Jacques, Modanese Corine, Para-Aubert Monique,

Absents : Sandrine Comte, Denis Dugelay

Absents excusés représentés : Stéphane Raizin représenté par Agnès Gabanou-Paul

Secrétaire de séance : Jacques Michalinoff

Présents : 12 *Votants* : 12+1

En présence de Mme Michalinoff, secrétaire de mairie, qui assure une prise de notes

Ordre du jour :

- **Budget général de la commune et budgets annexes (eau-assainissement, CCAS, ferme communale)**
 - Présentation et approbation des comptes de gestion 2011
 - Présentation, approbation des comptes administratifs et affectation des résultats 2011
 - Vote des taux des impôts directs locaux 2012
 - Présentation et vote des budgets 2012
- **Questions diverses**

Le maire remercie les membres présents, puis il ouvre la séance

- **Budget général de la commune et budgets annexes (eau-assainissement, CCAS, ferme communale)**

- **Approbation des comptes administratifs 2011 :**

Les comptes administratifs sont présentés et détaillés par Jacques Michalinoff, adjoint aux finances (voir annexes).

M. le Trésorier analyse la situation financière de la commune qui reste très saine, il présente les ratios de structure de la commune, la capacité d'autofinancement brute est inférieure aux communes de même catégorie car les ressources de la commune sont faibles (essentiellement les contributions directes), mais la bonne maîtrise des dépenses de fonctionnement et un faible endettement permettent de dégager une capacité d'autofinancement nette dans la moyenne régionale.

Quant au fort excédent actuel, il s'explique par les faibles investissements de ces dernières années et par des rentrées exceptionnelles (vente de lots au pôle économique des Vincents).

- **Approbation des comptes de gestion 2011 :**

Les comptes de gestion sont présentés par M. MOREL, Trésorier, leurs résultats sont conformes aux comptes administratifs.

Avant de procéder aux votes des CA, il est demandé à M. Le maire de quitter la salle.

Vote : adopté à l'unanimité (11 présents + 1 représenté)

M. le maire remercie le conseil municipal de sa confiance.

Vote : Les comptes de gestion sont adoptés à l'unanimité

▪ **Vote des impôts locaux :**

Comme convenu en commission finances, les taux restent inchangés

Le Maire ayant exposé,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Après analyse des différents Budgets Primitifs 2012, Monsieur le Maire propose aux membres du Conseil municipal de :

- ne pas modifier les taux d'imposition des quatre taxes pour l'année 2012, qui procureront à la commune un produit fiscal de 171 690 €

Taxes	Taux d'imposition 2011	Taux d'imposition 2012
D'habitation	12.44	12.44
Foncière (bâtie)	12.61	12.61
Foncière (non bâtie)	76.04	76.04
CFE	16.29	16.29
Produit fiscal attendu	163 431	171 690

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité

- approuve les taux d'imposition pour l'année 2012 détaillés ci-dessus

- donne tout pouvoir à Monsieur le Maire pour la mise en œuvre de cette décision.

▪ **Vote des subventions :**

Le conseil municipal, après avoir entendu les propositions du maire concernant l'attribution des subventions aux associations communales, à l'unanimité

- décide d'allouer les sommes suivantes aux associations ci-après désignées :

Nom de l'association	Rappel budget 2011 (€)	2012 (€)
Planète Mômes	550	550
Anciens combattants	400	400
Foyer d'animation	1 100	1 100
Club du 3 ^{ème} âge	650	650
Patrimoine	400	500
Association les 4 sans cou	1 000	1 100
Chorale "manque pas d'air"	500	500
Cou double	500	500
SPA	500	300
Subvention Flamme ST Jean	100	100
Subvention exceptionnelle	300	500
Subvention exceptionnelle Coopérative Scolaire "classe rousse 2012-2013"	-	2400
TOTAL	6000	8600

La subvention ne sera effectivement versée qu'à la demande de l'association et après remise des justificatifs comptables nécessaires.

▪ **Vote des tarifs eau et assainissement 2012 :**

Conformément à la loi sur l'eau en vigueur, les tarifs sont établis de la façon suivante :

Tarif eau potable	Tarifs 2011	Tarifs 2012
Partie fixe		
➤ Abonnement type 1	40.00	40.00
➤ Abonnement type 2	75.00	75.00
➤ Abonnement type 3	105.00	105.00
<i>* En fonction des caractéristiques du réseau</i>		
<u>Partie variable</u>		
M ³ Eau total	0.74	0.75
Dont :		
➤ Service de l'eau (par M ³)	0.51	0.51
➤ Reversement aux organismes publics :		
<i>Redevance Pollution (agence de l'eau)</i>	0,21	0,22
<i>Redevance source ONF</i>	0,02	0,02
Tarif assainissement*	Tarifs 2011	Tarifs 2012
<u>Partie fixe</u>		
➤ Abonnement	40.00	40.00
Partie variable	0.68	0.70
M ³ Eau total		
Dont :		
➤ Service assainissement (par M3)	0.53	0.55
➤ Reversement aux organismes publics :		
<i>Redevance modernisation des réseaux de collecte</i>	0.15	0.15
<i>(agence de l'eau)</i>		

***dont surtaxe d'assainissement communautaire reversée à la CCTB sur**

- partie fixe annuelle (23.52 €/abonné)
 - partie variable : 0.2941/m3 d'eau consommée
- conformément à l'article R 2333-122 du CGCT « les abonnés aux réseaux d'eau raccordés en assainissement à une station d'épuration sont assujettis à une surtaxe d'assainissement communautaire qui sert à l'équilibre du budget assainissement de la CCTB en finançant les dépenses liées à l'investissement et à l'exploitation des stations d'épuration. »

Les interventions de l'employé communal sur le réseau d'eau, à la demande de particuliers, feront l'objet d'une tarification suivant bordereau de prix ci-après :

Intervention de l'employé communal		
➤ Pendant son service	Taux horaire indivisible	20 euros
➤ En dehors du service	Taux horaire indivisible	35 euros
Manœuvre des vannes	Forfait	35 euros

Ces tarifs seront applicables au prochain rôle.

▪ **Vote des budgets 2012 (général, eau & assainissement, CCAS) :**

Jacques Michalinoff présente les différents budgets (cf. annexe), la ferme communale vendue le 1^{er} février 2011 à M.Mme Busin ne fait plus l'objet d'un budget annexe, l'emprunt contracté par la commune est inclus dans la dette du budget général.

▪ **Affectation des résultats :**

Budget commune :

L'excédent de fonctionnement est conservé dans la section (131 655€)

Budget CCAS :

Conservation de la somme de 1264.67€ en excédent reporté de la SF

Budget eau et assainissement :

L'excédent de fonctionnement est conservé dans la section (39 135€)

Vote des budgets et affectation des résultats : *Adopté à l'unanimité*

➤ **Questions diverses :****Traverse de Saint Laurent – demande de financement au titre des amendes de police :**

Monsieur le Maire expose au conseil la répartition des recettes provenant du produit des amendes de police entre les communes de moins de 10 000 habitants.

Il propose donc de solliciter une aide auprès du Département au titre de la répartition du produit des amendes de police pour l'opération suivante :

Aménagement de la traverse du hameau de Saint Laurent, les travaux envisagés permettront d'assurer la sécurisation du hameau, avec mise en zone 30 et signalisation donnant un caractère urbain à la voie (marquage résine, balises et panneaux d'agglomération).

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 3800 €HT

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents,

- DECIDE de réaliser les travaux d'aménagement des abords du hameau de Saint Laurent et limitation de vitesse pour un montant prévisionnel de 3800€ H.T
- APPROUVE le plan de financement ci-après

Fournitures	Financement
Devis HT.....3 800	Subvention / amendes de police (80%).....3 040
TVA 19.6%.....745	Autofinancement (dont TVA récupérable).....1 505
TOTAL TTC.....4 545	TOTAL4 545

- AUTORISE le Maire à solliciter une subvention auprès du Conseil Général au titre de la répartition du produit des amendes de police pour l'opération susvisée.

- S'ENGAGE à réaliser ces travaux et les inscrire au budget en section d'investissement,

Travaux d'aménagement des périmètres de protection des captages de sources-Dévolution des travaux :

Le maire rappelle au conseil municipal les travaux relatifs à la protection des captages de sources, pour les besoins desquels une consultation des entreprises a été lancée le 6 février 2012.

Il explique qu'au vu de la nature et du montant de l'opération, la consultation a été lancée sous la forme dite adaptée (MAPA), dans la cadre des dispositions de l'article 28 III du code des marchés publics.

M. le Maire expose au conseil que 5 entreprises ont formulé une offre conforme aux règles de la consultation.

Après analyse des offres par la commission d'élus réunie en mairie le 20 mars 2012, M. Le Maire propose de retenir l'entreprise suivante :

Entreprise	Montant HT (€)
Office National des Forêts/ Agence Travaux Méditerranée	39 046

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité

- Approuve la procédure
- Décide de retenir l'entreprise ci-dessus désignée

- Autorise le maire à signer l'ensemble des documents contractuels nécessaires à l'exécution de cette opération et à ordonnancer les dépenses sur le budget annexe eau/assainissement.

**Convention avec le service Assistance retraite et le Centre de Gestion des Hautes-Alpes
Prestation à l'acte :**

Vu la délibération du 14 décembre 2009 du conseil d'administration du Centre de Gestion créant le service Assistance retraite, prestation à l'acte choisi, et fixant les modalités d'utilisation,

Le Maire rappelle à l'assemblée :

Que la réforme des retraites complexifie le traitement des dossiers de la CNRACL (Caisse Nationale des Retraites des Agents des Collectivités Locales. Le service Assistance retraite, prestation à l'acte choisi, a pour objectif d'aider la collectivité territoriale affiliée au service en confectionnant le dossier CNRACL choisi, par courrier ou par procédure dématérialisée avec la caisse de retraite.

La collectivité, ainsi assurée de la fiabilité des dossiers transmis, remettra au Centre de Gestion les justificatifs nécessaires à leur établissement.

Le service assure en plus du suivi des dossiers CNRACL et de la garantie du service, un accompagnement individualisé de la collectivité, les études sur les départs à la retraite avec des estimations de pensions CNRACL et les déplacements en collectivité si un dossier très complexe se présente.

Le service est également en lien direct avec les autres services du Centre de gestion tel que le service des carrières, des payes, etc., pour tenir les dossiers des agents de la collectivité à jour et ainsi faciliter les traitements liés à la CNRACL.

Le Maire souligne que le coût du service dépend du type d'acte que la collectivité fait réaliser par le service suivant les tarifs suivants :

Prestations	Tarifs
Simulation (au CDG)	100,00 €
Rétablissement IRCANTEC	150,00 €
Validation (suivant nombre de collectivités où l'agent a travaillé)	Si <3 : 100,00 €
	Si >3 : 200,00 €
Retraite	200,00 €
RIS <i>transfert de fichiers</i>	50,00 €
EIG <i>transfert de fichiers</i>	80,00 €
Immatriculation employeur	10,00 €
Affiliation agent	10,00 €
Régularisation de service	100,00 €
CPA	100,00 €

Le Conseil après en avoir délibéré décide :

- d'autoriser le Maire à signer la convention d'adhésion au service assistance retraite, prestation à l'acte choisi, suivant les besoins.
- décide d'inscrire les crédits nécessaires au budget de la collectivité.

Adopté à l'unanimité des membres présents

La séance est levée à 13h00

Délibérations du conseil municipal :

- Approbation des comptes de gestion
- Vote des taux des impôts directs locaux 2012
- Vote des subventions 2012
- Vote des tarifs eau/assainissement 2012
- Vote des budgets et affectations des résultats
- Demande de subvention au titre des amendes de police- traverse de Saint Laurent
- Travaux d'aménagement des périmètres de protection des captages de sources
- Convention avec le service Assistance retraite et le Centre de Gestion des Hautes-Alpes
Prestation à l'acte.

Lu et approuvé, les conseillers municipaux